



## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>12807</b>	<b>De Mme Anaïs Sabatini ( Rassemblement National - Pyrénées-Orientales )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Collectivités territoriales et ruralité		<b>Ministère attributaire</b> > Collectivités territoriales et ruralité
<b>Rubrique</b> > assurances	<b>Tête d'analyse</b> > Sur les difficultés des communes à s'assurer contre les aléas climatiques	<b>Analyse</b> > Sur les difficultés des communes à s'assurer contre les aléas climatiques.
Question publiée au JO le : <b>14/11/2023</b> Réponse publiée au JO le : <b>23/04/2024</b> page : <b>3210</b> Date de changement d'attribution : <b>26/03/2024</b> Date de renouvellement : <b>20/02/2024</b>		

### Texte de la question

Mme Anaïs Sabatini alerte Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, sur les difficultés des communes à s'assurer contre les aléas climatiques. L'augmentation des phénomènes météorologiques violents a entraîné une hausse de la sinistralité pour de nombreuses communes, notamment rurales. La signature de contrats d'assurance et leur maintien dans le temps deviennent de plus en plus complexes pour les maires. Des compagnies d'assurance pratiquent des politiques d'augmentation extrême de leurs tarifs de cotisations ou rompent unilatéralement des contrats en cours. La désaffection du marché des collectivités par les assureurs est telle que ces derniers mois plusieurs procédures d'appel d'offres sont restées infructueuses. Il n'est pas imaginable qu'à l'avenir des communes se retrouvent dans l'obligation de prendre en charge sur leurs fonds propres le risque financier dû aux aléas climatiques ou aux risques professionnels des agents communaux. La situation actuelle fait courir un réel danger à moyen et long terme pour les finances de nombreuses communes. Les assureurs doivent prendre leurs responsabilités et continuer à effectuer leur mission. Malheureusement les hausses soudaines des tarifs de cotisation ou la rupture unilatérale d'un contrat d'assurance sont des pratiques légales qui ne contreviennent pas au code des assurances. À défaut de pouvoir contraindre les opérateurs privés, l'État doit intervenir. Un opérateur public pourrait garantir le maintien des protections assurantielles des communes le temps pour elles de se réassurer. Il est également à envisager la création d'une caisse de sauvegarde des collectivités territoriales. Elle lui demande quelles mesures concrètes et pérennes le Gouvernement entend mettre en place pour garantir l'assurance des collectivités territoriales à l'avenir.

### Texte de la réponse

Du fait de la sinistralité croissante liée notamment à la recrudescence des aléas climatiques et l'apparition de risques nouveaux (cyber-risques par exemple), certains assureurs ont quitté le marché de l'assurance des collectivités dans un contexte d'offre assurantielle réduite et marquée par des équilibres techniques difficiles à trouver pour les acteurs présents. De ce fait, un nombre croissant de collectivités rencontre aujourd'hui de plus en plus de difficultés à s'assurer. Cette raréfaction de l'offre assurantielle pour les acheteurs publics se traduit par une

pression à la hausse des primes, voire par l'absence de réponse à certains appels d'offre. En outre, pour les contrats existants, certains assureurs font application des dispositions législatives du code des assurances pour résilier les contrats ou imposer des conditions tarifaires qui peuvent être difficilement soutenables. Les dispositions législatives du code des assurances – qui priment sur les normes de nature réglementaire du code de la commande publique – autorisent en effet les assureurs à résilier de façon anticipée et unilatérale leurs contrats en cas d'aggravation du risque au titre de l'article L.113-4 du code des assurances. Face à ces difficultés assurantielles, l'évaluation du risque et de la valeur assurée avec le plus haut degré de précision possible est, pour les collectivités, une condition indispensable pour faciliter le dialogue avec les assureurs et accroître leurs chances d'obtenir des réponses aux appels d'offres. Par ailleurs, plutôt que de chercher une couverture totale du risque, une évaluation préalable détaillée permet d'accepter des franchises et primes en adéquation avec les réalités économiques de la collectivité et d'envisager l'auto-assurance dans certains cas. La mise en œuvre d'une politique ambitieuse de prévention et de protection contre les risques est en outre fondamentale pour réduire le coût de l'assurance. Il existe notamment une corrélation forte entre l'existence d'un plan de prévention du risque inondation sur un territoire et la fréquence des sinistres, de la même manière que la mise en place d'un plan de prévention des inondations se traduit, en moyenne, par une réduction de 28% du coût des sinistres. A ce titre, il existe des dispositifs permettant d'accompagner les collectivités dans leurs efforts de protection contre les risques. L'Etat a ainsi porté à 225 M€, dans la loi de finances pour 2024, le budget pour 2024 alloué au Fonds de prévention des risques naturels majeurs (dit « fonds Barnier »), qui peut être mobilisé par les collectivités pour financer des dépenses d'investissement afin de réaliser des études, des travaux ou des équipements de prévention ou de protection contre les risques naturels. Face aux difficultés rencontrées dans l'exécution des contrats d'assurance et en particulier la crainte de la résiliation unilatérale par l'assureur, les collectivités doivent s'assurer de délimiter le plus précisément possible la notion d'« aggravation du risque » dans le contrat afin que l'assureur soit limité dans son droit à résiliation unilatérale. Elles peuvent également inclure dans le marché public des clauses encadrant l'évolution de son prix. En vue de se prémunir d'une résiliation unilatérale, les collectivités peuvent également inclure dans le marché public des clauses encadrant l'évolution de son prix. Dans le but d'éviter une éventuelle augmentation excessive du montant des primes en cours d'exécution du contrat, les collectivités peuvent prévoir une clause permettant de réduire les risques à garantir en cas de hausse anormale de la sinistralité ou bien encore une clause de sauvegarde permettant de résilier le contrat sans indemnité si l'augmentation de la prime dépasse un certain montant ou pourcentage. En outre, le Gouvernement a lancé à l'automne une mission pilotée par Alain Chrétien, maire de Vesoul et Jean-Yves Dagès, ancien assureur, afin de définir des solutions de long terme pour faciliter l'assurance des collectivités territoriales. Cette mission devra rendre son rapport avant l'été 2024. Sans préjuger des conclusions de cette mission, un certain nombre de pistes peuvent en effet être d'ores-et-déjà dessinées afin d'améliorer l'assurabilité des collectivités : - une meilleure prévention, notamment s'agissant des risques climatiques. On estime ainsi que la fréquence des sinistres en matière d'inondations baisse de 40 % pour les communes dotées d'un plan de prévention des risques d'inondation. Une réflexion sur l'articulation entre les initiatives publiques et les actions des assureurs sera également indispensable ; - une meilleure connaissance de la valeur assurée des biens des collectivités permettant d'améliorer l'appréhension et l'évaluation du risque auquel elles s'exposent ; - une réflexion autour du code de la commande publique, afin de rendre le recours à des services d'assurance plus souple qu'actuellement.